



**COMMUNE DE MANDEURE**

**ARRÊTÉ DE CIRCULATION**

Le Maire de la Ville de MANDEURE,

Vu la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des Communes, Départements et Régions,

Vu le code de la route et notamment les articles R 411-1 et suivants, ainsi que l'article 417-10

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8° partie - signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, modifié par les textes subséquents,

Vu le code des communes et notamment les articles L 131 et suivants,

Vu la demande de l'**entreprise HAEFELI, ZA la Saline , 70 200 LURE**, relative au règlement de la circulation pour les travaux situés, **impasse du Clos** afin d'assurer la protection d'un **chantier d'enfouissement de réseaux secs**

**La période est fixée du lundi 17 juin au vendredi 19 juillet 2024,**  
**(Semaines 25 à 29)**

Considérant que pour permettre l'exécution desdits travaux, il y a lieu de réglementer la circulation au droit du chantier.

**ARRÊTE**

**Article 1 :** La circulation sera fermée à la circulation pendant toute la durée des travaux afin d'assurer la protection du chantier. Les riverains ne pourront accéder en véhicules à leurs propriétés que le week-end. Les piétons seront déviés sur le trottoir opposé, à partir des passages piétons en amont et en aval du chantier .

**Article 2 :** Le stationnement sera interdit dans toute la rue de part et d'autre, et des deux côtés de la chaussée

**Article 3 :** Les panneaux de signalisation seront mis en place et entretenus par **l'entreprise HAEFELI, ZA la Saline , 70 200 LURE**

**Article 4 :** La circulation des véhicules de police, de secours et de lutte contre l'incendie, des médecins et des ambulances, du service de ramassage des ordures ménagères sera maintenue, pendant la semaine et le week-end

**Article 5 :** La signalisation réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8° partie - signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, modifié par les textes subséquents

**Article 6 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée par procès verbal des Personnels de Police ou de Gendarmerie ainsi que par les agents assermentés de l'Administration des Collectivités Locales et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Maire de Mandeure dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Besançon 30 rue Charles NODIER – 25000 BESANCON, dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 7** : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- |  |   |   |
|--|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> P.M.A.                 | <input checked="" type="checkbox"/> Police Municipale | <input checked="" type="checkbox"/> État Major des Pompiers |
| <input checked="" type="checkbox"/> Brigade de gendarmerie | <input checked="" type="checkbox"/> Entreprise        |   |

**Fait à MANDEURE le lundi 10 juin 2024.**

<p>Notifié à l'intéressé(e) le : 11/06/2024 Publié sur le site internet de la commune le : 11/06/2024</p>
---

**Le Maire,**





**Jean Pierre HOCQUET**